

No. 28605

—

**FRANCE
and
JAPAN**

**Agreement on scientific and technical cooperation (with
annex). Signed at Paris on 5 June 1991**

Authentic texts: French and Japanese.

Registered by France on 23 January 1992.

—

**FRANCE
et
JAPON**

**Accord de coopération scientifique et technique (avec
aunexe). Signé à Paris le 5 juin 1991**

Textes authentiques : français et japonais.

Enregistré par la France le 23 janvier 1992.

ACCORD¹ DE COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU JAPON

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Japon (ci-après dénommés « les Parties »),

Rappelant les objectifs de l'Accord de coopération scientifique et technique signé le 2 juillet 1974² (ci-après dénommé « l'Accord précédent »),

Désireux de continuer à promouvoir les relations étroites et amicales existant entre leurs deux pays, et conscients de l'expansion rapide des connaissances scientifiques ainsi que de la contribution positive qu'elles apportent au développement de la coopération bilatérale et internationale,

Résolus à unir leurs efforts pour saisir les opportunités scientifiques et technologiques permettant de parvenir à des innovations et à des réalisations bénéficiant non seulement à leurs pays mais à toute l'humanité,

Convaincus qu'une coopération fructueuse en matière scientifique et technologique devrait reposer sur une collaboration étroite et à long terme entre les chercheurs des deux pays,

Soulignant l'importance d'assurer une protection des droits de propriété intellectuelle de manière à préserver la valeur des innovations issues de la collaboration mutuelle,

Désireux de formuler des lignes directrices appropriées pour la coopération scientifique et technologique entre les Parties et de renforcer cette coopération à des fins pacifiques,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

1. Les Parties mèneront leurs activités de coopération à des fins pacifiques dans les domaines scientifiques et technologiques convenus d'un commun accord, sur la base de contributions et bénéfices mutuels et équitables.

2. Les Parties seront encouragées à discuter et à étudier des questions importantes dans le domaine de la science et de la technologie et des aspects de politique scientifique ayant trait à l'ensemble des relations scientifiques et technologiques entre les deux pays, notamment de la collaboration concernant des projets de grande envergure et des initiatives d'importance majeure en matière de recherche et de développement.

Article 2

1. Les principaux domaines de coopération seront discutés au sein du Comité conjoint défini à l'article 5.

2. Les activités en coopération menées en application du présent Accord pourront notamment prendre la forme de :

¹ Entré en vigueur le 5 juin 1991 par la signature, conformément au paragraphe 1 de l'article 10.

² Voir p. 279 du présent volume.

- a) Réunions de divers types telles que réunions d'experts, afin de débattre et échanger des informations sur des aspects scientifiques et technologiques de questions générales ou spécifiques et d'identifier des projets et programmes de recherche et de développement qu'il serait utile d'entreprendre sur une base de coopération;
- b) Echanges d'informations sur les activités, les politiques, les pratiques et les lois et règlements concernant la recherche et le développement;
- c) Visites et échanges de scientifiques, de personnels techniques ou autres experts sur des questions générales ou spécifiques;
- d) Mise en œuvre des projets et programmes en coopération adoptés;
- e) Autres formes d'activités en coopération éventuellement convenues d'un commun accord.

Article 3

1. Des arrangements de mise en œuvre concernant les activités en coopération menées en application du présent Accord pourront être conclus entre les Parties ou par leurs agences compétentes afin de définir les modalités spécifiques de la coopération, conformément au présent Accord.
2. En ce qui concerne les activités en coopération menées en application du présent Accord, les Parties ou leurs agences pourront autoriser, s'il y a lieu, la participation de chercheurs et d'organisations appartenant à tous les secteurs de la recherche, notamment les universités, les laboratoires nationaux et le secteur privé.
3. Le Comité conjoint tel que défini à l'article 5 sera informé régulièrement de la conclusion et de la mise en œuvre desdits arrangements.

Article 4

Chacune des Parties s'efforcera de mettre les publications scientifiques et techniques, réalisées par des chercheurs ou organisations de son pays dans le cadre de grands programmes de recherche et développement patronnés ou financés par l'Etat, à la disposition de chercheurs ou organisations de l'autre pays, par l'intermédiaire de sources centralisées convenues d'un commun accord.

Article 5

1. Aux fins de la mise en œuvre effective du présent Accord, les Parties mettront en place un Comité conjoint dont les attributions seront :
 - a) De procéder à des échanges d'informations et d'avis sur des questions de politique scientifique et technologique;
 - b) De procéder à l'examen et à la discussion des activités menées en coopération et des réalisations obtenues dans le cadre du présent Accord, et
 - c) De préparer des propositions de programmes de coopération et de présenter ces propositions aux Parties en ce qui concerne la mise en œuvre du présent Accord.
2. Le Comité conjoint se réunira alternativement en France et au Japon à des dates convenues d'un commun accord.
3. Des sous-comités ad-hoc pourront être mis en place dans le cadre du Comité conjoint, en tant que de besoin, afin de coordonner et de promouvoir des activités de coopération dans des domaines spécifiques de coopération.

4. Des représentants à haut niveau des deux Parties se réuniront à des dates convenues d'un commun accord afin :

De procéder à un examen de l'ensemble des relations scientifiques et technologiques entre les deux pays,

De discuter des voies et moyens de renforcer ces relations,

De discuter les orientations générales relatives à la mise en œuvre du présent Accord.

5. Les Parties mettront en place un Conseil Consultatif conjoint qui se réunira à des dates convenues d'un commun accord. Le Conseil Consultatif conjoint aura pour fonctions de procéder à un examen commun de l'ensemble des relations scientifiques et technologiques entre les deux pays et de conseiller les responsables de haut niveau des deux Parties en ce qui concerne ces relations.

Le Conseil Consultatif conjoint sera composé de responsables éminents des communautés scientifiques et technologiques des deux pays représentant l'université, l'industrie et d'autres secteurs et qui seront désignés par chacune des Parties.

6. En dehors des périodes pendant lesquelles le Comité conjoint se réunit, les contacts entre les Parties ayant trait à la mise en œuvre du présent Accord s'effectueront par la voie diplomatique.

Article 6

1. Des informations scientifiques et technologiques ne donnant pas lieu à un titre de propriété, issues des activités de coopération menées en application du présent Accord, peuvent être mises à la disposition du public par l'une ou l'autre des Parties, par les voies habituelles et conformément aux procédures normales des agences participantes.

2. Les Parties assureront :

a) Une protection adéquate et effective et une répartition équitable des droits de propriété intellectuelle et d'autres droits donnant lieu à un titre de propriété tels que visés à l'Annexe, qui fait partie intégrante du présent Accord (ci-après dénommée « l'Annexe »), créés dans le cadre des activités en coopération menées en application du présent Accord, et

b) Une protection adéquate et effective des droits de propriété intellectuelle et d'autres droits donnant lieu à un titre de propriété tels que visés à l'Annexe, apportés au cours des activités en coopération menées en application du présent Accord,

conformément aux lois et règlements des pays respectifs et aux accords internationaux auxquels la République Française et le Japon sont ou seront parties. Les Parties se consulteront à cette fin en tant que de besoin.

3. Les détails et procédures concernant la protection et la répartition de droits de propriété intellectuelle et d'autres droits donnant lieu à un titre de propriété tels que visés au paragraphe 2 ci-dessus sont exposés à l'Annexe. L'Annexe est applicable à toute activité en coopération menée en application du présent Accord, sauf s'il en est expressément convenu autrement par les Parties aux activités de coopération concernées, dans des arrangements de mise en œuvre individuels ou d'une autre manière. Les arrangements de mise en œuvre peuvent également détailler les dispositions de l'Annexe.

Article 7

La mise en œuvre du présent Accord est soumise aux disponibilités budgétaires appropriées de chacune des Parties et aux lois et règlements en vigueur dans chacun des pays.

Article 8

Chacune des Parties accordera toutes les facilités possibles aux personnes accomplissant des activités de coopération entrant dans le cadre du présent Accord.

Article 9

1. Le présent Accord annule et remplace l'Accord précédent. Les activités de coopération entreprises au titre de l'Accord précédent et les arrangements de mise en œuvre conclus conformément audit accord seront exécutés conformément au présent Accord, sauf s'il en est convenu autrement par discussion au sein du Comité conjoint.

2. Aucune disposition du présent Accord ne peut être interprétée comme affectant d'autres accords de coopération entre les Parties, existant à la date de signature du présent Accord ou conclus à une date ultérieure.

Article 10

1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature. Il restera en vigueur pour une période de cinq ans et continuera à être en vigueur après cette date à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une des Parties à la fin de la période initiale de cinq ans ou à toute date ultérieure, par préavis écrit d'au moins six mois notifiant à l'autre Partie son intention de mettre fin au présent Accord.

2. La dénonciation du présent Accord n'affecte pas l'exécution de tout projet ou programme entrepris en application du présent Accord et qui ne serait pas encore entièrement achevé à la date de dénonciation du présent Accord.

FAIT à Paris, le 5 juin 1991 en double exemplaire, en langue française et japonaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République Française :

[*Signé — Signed*]¹

Pour le Gouvernement
du Japon :

[*Signé — Signed*]²

¹ Signé par Roland Dumas — Signed by Roland Dumas.

² Signé par Taro Nakayama — Signed by Taro Nakayama.

ANNEXE

PROTECTION ET RÉPARTITION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
ET D'AUTRES DROITS DONNANT LIEU À UN TITRE DE PROPRIÉTÉ1. *Informations confidentielles professionnelles*

A. Aux fins de la présente annexe, l'expression « informations confidentielles professionnelles » désigne tout savoir-faire, toute donnée technique ou toute information technique, commerciale ou financière remplissant toutes les conditions suivantes :

- (i) Elle est habituellement tenue secrète pour des raisons commerciales;
- (ii) Elle n'est pas communément connue ou accessible au public auprès d'autres sources;
- (iii) Elle n'a pas été communiquée antérieurement par le titulaire à des tiers sans une obligation de confidentialité; et
- (iv) Elle n'est pas déjà détenue par le destinataire sans une obligation de confidentialité.

B. Toute information confidentielle professionnelle sera communiquée ou, lorsqu'elle est créée au cours des activités en coopération menées en application du présent Accord, ne sera transmise qu'avec le commun accord écrit des parties à l'activité de coopération concernée et sera pleinement protégée conformément aux lois et règlements de leurs pays respectifs.

C. Toute information confidentielle professionnelle sera définie de façon appropriée avant d'être communiquée au cours des activités en coopération menées en application du présent Accord ou, immédiatement lors de sa création. La responsabilité de la définition d'une telle information incombe à la partie qui la communique ou affirme qu'elle doit être protégée. Les informations non définies comme telles seront présumées ne pas être des informations devant être protégées, à l'exception du fait que l'une des parties peut notifier à l'autre partie par écrit, dans un délai raisonnable après la communication d'une telle information, que cette information est confidentielle professionnelle selon les lois et règlements de son pays. Cette information sera alors protégée conformément au paragraphe B ci-dessus.

2. *Propriété des droits de propriété intellectuelle*

Entre chacune des Parties et ses nationaux, la propriété des droits de propriété intellectuelle sera déterminée conformément à ses lois, règlements et pratiques nationaux.

3. *Inventions*

A. Aux fins de la présente annexe, le terme « invention » désigne toute invention réalisée au cours des activités en coopération menées en application du présent Accord, qui est ou pourrait être brevetable ou protégée d'une autre manière en vertu de la législation de la République Française, du Japon ou de tout pays tiers.

B. Concernant une invention, les parties à l'activité de coopération concernée prendront les mesures appropriées, conformément aux lois et règlements nationaux des pays respectifs, aux fins de la réalisation des objectifs suivants :

(i) Si une invention résulte d'une activité en coopération menée en application du présent Accord impliquant seulement le transfert ou l'échange d'informations entre les Parties, par exemple lors de réunions communes ou de séminaires, ou l'échange de rapports ou de documents techniques, sauf stipulations contraires prévues dans un arrangement applicable de mise en œuvre;

a) La partie dont le personnel réalise l'invention (ci-après dénommée « la partie qui a inventé ») ou le personnel qui réalise l'invention (ci-après dénommée « l'inventeur ») ont le droit d'obtenir tous les droits et intérêts concernant l'invention dans tous les pays, et

b) Dans tout pays où la partie qui a inventé ou l'inventeur décident de ne pas obtenir de tels droits et intérêts, l'autre Partie a le droit de le faire.

(ii) Si l'invention est réalisée par un inventeur d'une partie (« la partie cédante ») alors qu'il est affecté à une autre partie (« la partie hôte ») au cours de programmes de coopération n'impliquant que la visite ou l'échange de scientifiques et de personnel technique, et :

a) Dans le cas où la partie hôte est présumée fournir une contribution majeure et substantielle aux programmes de coopération :

- i. La partie hôte a le droit d'obtenir tous les droits et intérêts concernant l'invention dans tous les pays, et
- ii. Dans tout pays où la partie hôte décide de ne pas obtenir de tels droits et intérêts, la partie cédante ou l'inventeur a le droit de le faire.

b) Dans le cas où la condition visée au sous-paragraphe a n'est pas remplie :

- i. La partie hôte a le droit d'obtenir tous les droits et intérêts concernant l'invention dans son pays et dans les pays tiers,
- ii. La partie cédante ou l'inventeur a le droit d'obtenir tous les droits et intérêts concernant l'invention dans son propre pays, et
- iii. Dans tous les pays où la partie hôte décide de ne pas obtenir de tels droits et intérêts, la partie cédante ou l'inventeur a le droit de le faire.

(iii) Des arrangements particuliers entre parties concernant d'autres formes d'activités de coopération tels que des projets de recherche commune ayant une partie définie convenue prévoieront l'attribution, déterminée d'un commun accord, sur une base équitable des droits sur une invention résultant de telles activités.

(iv) La partie qui a inventé divulguera rapidement l'invention à l'autre partie et fournira toute documentation ou toutes informations nécessaires pour permettre à l'autre partie d'obtenir les droits dont elle pourra être investie.

La partie qui a inventé peut demander par écrit à l'autre partie de différer la publication ou la divulgation dans le public d'une telle documentation ou de telles informations afin de protéger ses droits ou les droits de l'inventeur concernant l'invention. Sauf convention écrite contraire, de telles restrictions n'excéderont pas une période de six mois à compter de la date de la communication d'une telle documentation ou de telles informations.

4. *Droits d'auteur*

L'attribution des droits relatifs à des œuvres protégées par un droit d'auteur créées au cours des activités en coopération menée en application du présent Accord sera déterminée dans l'arrangement concerné de mise en œuvre. Les parties aux activités de coopération concernées prendront les mesures appropriées pour s'assurer d'un droit d'auteur sur les œuvres créées au cours des activités en coopération menées en application du présent Accord, conformément aux lois et règlements nationaux des pays respectifs.

5. *Autres formes de propriété intellectuelle*

Pour toutes les autres formes de propriété intellectuelle notamment celles relatives aux topographies de produits semi-conducteurs créées au cours des activités en coopération menées en application du présent Accord qui sont protégées en vertu des lois d'un pays ou de l'autre, l'attribution des droits sera déterminée, sur une base équitable, conformément aux lois et règlements des pays respectifs.

6. *Coopération*

Chaque partie à l'activité de coopération concernée prendra toutes les mesures nécessaires et appropriées, conformément aux lois et règlements de son pays, pour assurer la coopération de ses auteurs et inventeurs aux fins de l'application des dispositions de la présente annexe. Chaque partie à l'activité de coopération concernée assume seule la responsabilité de payer à son personnel toute récompense ou indemnité qui serait due à ce dernier conformément aux lois et règlements de son pays, sous réserve, toutefois, que la présente annexe ne crée pas un droit à une telle récompense ou indemnité.

ての責任を負う。もつとも、この附属書の規定は、当該報酬又は補償を受ける権利を生じさせるものではない。

法令に従って、適当な措置をとる。

5 その他の形態の知的財産

この協定に基づく協力活動の過程において生ずるその他の形態の知的財産（半導体集積回路配置を含む。）であって、いづれかの締約国の法律により保護されるものに係る権利の配分は、それぞれ自国の法令に従い、衝平の原則に基づいて決定する。

6 協力

協力活動の各当事者は、この附属書の規定を実施するために必要な著作者及び発明者による協力が提供されるよう、自国の法令に従って、あらゆる必要かつ適当な措置をとる。協力活動の各当事者は、その職員に対し自国の法令に従って支払われる可能性のあるあらゆる報酬又は補償について、すべ

4

著作権

又は情報を当該他方の当事者に提供する。発明側当事者は、発明に関連する自己の権利又は発明者の権利を保護するため、他方の当事者に対し、当該資料又は情報の出版又は一般公開を遅らせるよう、書面により要請することができる。書面による別段の合意がない限り、当該出版又は一般公開に対する制限は、当該資料又は情報の伝達の日から六箇月を超えないこととする。

この協定に基づく協力活動の過程において創出される著作物であって著作権による保護の対象とされるものに係る権利の配分は、関係実施取極において決定される。協力活動の当事者は、この協定に基づく協力活動の過程において創出される著作物に係る著作権を保護するため、それぞれ自国の国内

明に係るすべての権利及び利益を取得する権利を有し、

iii 受入側当事者がいずれかの国における当該発明に係る権利及び利益を取得しないと決定したときは、派遣側当事者又は発明者は、当該権利及び利益を当該国において取得する権利を有する。

iiii 合意された研究活動範囲の存在する共同計画等(i)及び(ii)以外の形態の協力活動に関する当事者間の個別の取極は、当該活動の結果行われる発明に係る権利について、衝平の原則に基づいて相互に合意する配分を規定する。

(iv) 発明側当事者は、他方の当事者に対し発明を速やかに開示するものとし、他方の当事者が潜在的に有する権利を確定することを可能にするために必要なあらゆる資料

- (a) 受入側当事者が当該協力活動の計画に主要かつ実質的な貢献を行うことが予想される場合には、
 - i 受入側当事者が、すべての国において当該発明に係るすべての権利及び利益を取得する権利を有し、
 - ii 受入側当事者がいずれかの国における当該発明に係る権利及び利益を取得しないと決定したときは、派遣側当事者又は発明者は、当該権利及び利益を当該国において取得する権利を有する。
- (b) (a)の場合に該当しない場合には、
 - i 受入側当事者が、自国及び第三国において当該発明に係るすべての権利及び利益を取得する権利を有し、
 - ii 派遣側当事者又は発明者が、自国において当該発

ある場合を除く。

(a) 発明をした者の属する当事者（以下「発明側当事者」という。）又は発明をした者（以下「発明者」という。）が、すべての国において当該発明に係るすべての権利及び利益を取得する権利を有する。

(b) 発明側当事者又は発明者がいずれかの国における当該発明に係る権利及び利益を取得しないと決定したときは、他方の当事者は、当該権利及び利益を当該国において取得する権利を有する。

(ii) 科学者及び技術者の訪問又は交換のみを伴う協力活動の計画の過程において、一方の当事者（派遣側当事者）の職員が他方の当事者（受入側当事者）に派遣されている間に発明を行う場合

A この附属書の適用上、「発明」とは、この協定に基づく協力活動の過程において行われた発明であつて、フランス共和国、日本国又は第三国の法律に基づいて、特許を得ることができ得るもの若しくは得る可能性があるもの又は他の形態の保護を得ることができ得るもの若しくは得る可能性があるものをいう。

B 発明に関し、協力活動の当事者は、次のことを実現することを目的として、それぞれ自国の国内法令に従つて、適当な措置をとる。

(i) この協定に基づく協力活動のうち、合同会議、セミナー又は技術的報告書若しくは文書の交換等、当事者間の情報の移転又は交換のみを伴う協力活動の結果として発明が行われる場合（適用可能な実施取極に別段の定めが

又は情報が保護されるべきであると主張する協力活動の当事者が負う。指定されていない情報は、保護されるべき情報には当たらないと推定される。もつとも、協力活動の一方の当事者は、他方の当事者に対し、情報の提供又は移転の後妥当な期間内に、当該指定されていない情報が自国の法令に基づく商業上の秘密である情報である旨を書面により通知することができるとする。通知が行われた場合には、当該情報は、その後、1 Bの規定に従って保護される。

2 知的所有権の帰属

知的所有権の帰属は、各締約国政府とその国の国民との間においては、当該国の国内法令及び慣行に従って決定される。

3 発明

領者の保有するところとなっていないこと。

B いかなる商業上の秘密である情報も、この協定に基づく協力活動の両当事者間の書面による相互の合意がある場合にのみ提供されるものとし、当該情報がこの協定に基づく協力活動の過程において創出されたものである場合には、当該情報は、同様の条件により移転される。提供され又は移転された商業上の秘密である情報は、それぞれの国の法令に従って十分な保護を与えられる。

C いかなる商業上の秘密である情報も、この協定に基づく協力活動の過程において提供される場合には、提供に先立って適切に指定されるものとし、また、商業上の秘密である情報が創出される場合には、創出された後直ちに適切に指定される。当該情報を指定する責任は、情報を提供し、

附属書 知的所有権及び所有権的性格を有する他の権利
の保護及び配分

1 商業上の秘密である情報

A この附属書の適用上、「商業上の秘密である情報」とは、次のすべての条件に合致するノウハウ、技術的資料又は技術的、商業的若しくは財政上の情報をいう。

- (i) 商業上の理由により通例秘密とされていること。
- (ii) 一般的に知られておらず、又は他の情報源から公然に入手することができないこと。
- (iii) 所有者により、秘密に保持することに関する義務を負わせることなしに他の者の利用に供されていないこと。
- (iv) 秘密に保持することに関する義務を負うことなしに受

日本
国政府
のため
に

中
外
法
部

フ
ラ
ン
ス
共
和
国
政
府
の
た
め
に

Roland Dumas

定の終了の時までに履行を完了していないいかなる計画の実施にも影響を及ぼすものではない。

千九百九十一年六月五日にパリで、ひとしく正文であるフランス語及び日本語により本書二通を作成した。

2 この協定のいかなる規定も、両締約国政府間の協力に関する他の協定でこの協定の署名の日に存在するもの又はその後締結されるものに影響を及ぼすものと解してはならない。

第十条

1 この協定は、署名の日に効力を生ずる。この協定は、五年間効力を有し、その後は、最初の五年の期間の終わりに又はその後いつでも、いずれか一方の締約国政府が他方の締約国政府に対しこの協定を終了させる意思を少なくとも六箇月の事前の予告をもって書面により通告することによって終了させられない限り、効力を存続する。

2 この協定の終了は、この協定に基づいて行われかつこの協

されている法令に従うことを条件とする。

第八条

各締約国政府は、この協定に基づく協力活動を遂行する者にすべての可能な便宜を与える。

第九条

1 この協定は、旧協定に代わるものとする。旧協定の下で行われてきた協力活動及び実施取極は、合同委員会における討議を通じて別段の合意が行われる場合を除くほか、この協定の下で実施される。

(b) この協力に基づく協力活動の過程において導入される知的所有権及び所有権的性格を有する他の権利であつて、附属書に定めるものの十分かつ効果的な保護

3 2に規定する知的所有権及び所有権的性格を有する他の権利の保護及び配分のための細目及び手続は、附属書に規定する。附属書の規定は、協力活動の当事者が個別の実施取極又は他の方法により別段の合意をする場合を除くほか、この協定に基づく協力活動に適用する。実施取極は、また、附属書の規定の詳細を定めることができる。

第七条

この協定の実施は、関係予算及びそれぞれの国において施行

1 この協定に基づく協力活動から生ずる非所有権的性格の科学的及び技術的情報は、通常の経路を通じ、かつ、参加機関の一般的な手続に従い、各締約国政府が一般の利用に供することができる。

2 各締約国政府は、自国の法令並びにフランス共和国及び日本国が現在締結しているか又は将来締結する国際協定に従って、次のことを確保する。両締約国政府は、必要に応じ、この目的のために相互に協議する。

(a) この協定に基づく協力活動の過程において生ずる知的所有権及び所有権的性格を有する他の権利であって、この協定の不可分の一部である附属書（以下「附属書」という。）に定めるものの十分かつ効果的な保護及び衡平な配分

(c) この協定の実施に関する政策指針を討議すること。

5 両締約国政府は、相互に合意される時期に会合する合同諮問委員会を設置する。合同諮問委員会は、両国間の全般的科学技術関係の検討を行い、当該関係に関して、両締約国政府の高いレベルの代表に勧告することをその任務とする。

合同諮問委員会は、両締約国政府によりそれぞれ指名される学界、産業界等を代表する両国の科学技術界の著名な指導者で構成される。

6 合同委員会の会合が開催されていない期間中のこの協定の実施のための両締約国政府間の連絡は、外交上の経路を通じて行う。

第六条

- (b) この協定に基づく協力活動及び成果を検討し討議すること。
- (c) この協定の実施に関して、協力計画に関する提案を準備し、これらの提案を両締約国政府に提示すること。
- 2 合同委員会は、相互に合意される時期にフランス共和国及び日本国において交互に会合する。
- 3 特定の協力の分野における協力活動を調整し及び推進するため、必要に応じ、合同委員会の下に専門部会を設置することができるとができる。
- 4 両締約国政府の高いレベルの代表は、次のことを目的として、相互に合意される時期に会合する。
 - (a) 両国間の全般的科学技術関係を検討すること。
 - (a) いう関係を強化する方策を討議すること。

いずれの一方の締約国政府も、主要な政府支援研究開発計画を通じて自国の研究者又は組織により作成された科学技術に係る刊行物が、相互に合意される集中的情報源を通じ、他方の国の研究者又は組織にとって入手可能なものとなるよう努める。

第五条

- 1 両締約国政府は、この協定を効果的に実施するため、合同委員会を設置するものとし、その任務は、次のとおりとする。
 - (a) 科学技術政策問題に関する情報及び意見を交換すること。

- 1 この協定に基づく協力活動のための実施取極は、協力の具體的な事項を定めるため、両締約国政府又は両締約国政府の適当な機関を当事者として、この協定に従い行うことができる。
- 2 両締約国政府又は両締約国政府の機関は、この協定に基づく協力活動に関し、適当な場合には、いかなる分野における研究機関（大学、国立研究所及び民間部門を含む）の研究者及び組織の参加も認めることができる。
- 3 第五条に定める合同委員会は、1にいう取極の締結及びその実施について定期的に通報を受ける。

第四条

とができる。

- (a) 一般的な又は特定の問題の科学的及び技術的側面に関する討議及び情報の交換を行うための並びに協力を基礎として有益に実施することができるとする研究開発に関する計画を識別するための、専門家の会合のような各種の形態の会合
- (b) 研究開発に関する活動、政策、慣行及び法令に関する情報の交換
- (c) 一般的な又は特定の問題に関する科学者、技術者その他の専門家の訪問及び交流
- (d) 合意された協力計画の実施
- (e) 相互に合意されるその他の形態の協力活動

第三条

1 両締約国政府は、相互に合意される科学技術分野において、平和目的のため、相互のかつ衡平な貢献及び利益を基礎に、協力活動を行う。

2 両締約国政府は、科学技術に関する重要事項及び両国間の全般的科学技術関係（大規模な計画及び研究開発における主要な施策についての協力を含む）に関連する政策的事項を討議し及び研究することを奨励される。

第二条

1 協力の主要分野は、第五条に定める合同委員会において討議する。

2 この協定に基づく協力活動の形態には、次のものを含むこ

ず人類の利益のために利用するための共同の努力を行うことを決意し、

科学技術に関する実りのある協力は、両国の研究者の間の緊密かつ長期的な協力に基礎を有すべきことを確信し、

協力から生ずる革新の価値を保持するために、知的所有権の保護の確保が重要であることを強調し、

両締約国政府間の科学技術協力のための適切な枠組みを設定し、かつ、平和目的のために同協力を強化することを希望して、

次のとおり協定した。

第一条

[JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

科学技術協力に関するフランス共和国政府と日本国民政府との間の協定

フランス共和国政府及び日本国民政府（以下「両締約国民政府」という。）は、

千九百七十四年七月二日に署名されたフランス共和国政府と日本国民政府との間の科学技術協力協定（以下「旧協定」という。）の目的を想起し、

両国民間の緊密かつ友好的な関係を一層促進することを希望し、また、科学的知識の急速な拡大並びにそれが二国民間の及び国際的な協力の促進において果たしている積極的な貢献を認識し、

革新及び成果をもたらす科学技術に係る機会を両国民のみなら

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ ON SCIENTIFIC AND TECHNICAL COOPERATION
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC
AND THE GOVERNMENT OF JAPAN

The Government of French Republic and the Government of Japan (hereinafter referred to as “the Parties”),

Recalling the objectives of the Agreement on scientific and technical cooperation signed on 2 July 1974² (hereinafter referred to as the “previous Agreement”),

Wishing to continue to promote the close and friendly relations which exist between their two countries, and aware of the rapid expansion of scientific knowledge and of the positive contribution it makes to the development of bilateral and international cooperation,

Determined to combine their efforts to take advantage of scientific and technological opportunities with a view to achieving innovations and advances benefiting not only their own countries, but all mankind,

Convinced that fruitful cooperation in the fields of science and technology should be based on close long-term cooperation between researchers in the two countries,

Stressing the importance of ensuring the protection of intellectual property rights so as to preserve the value of innovations resulting from mutual cooperation,

Wishing to formulate appropriate guidelines for scientific and technological cooperation between the Parties and to strengthen such cooperation for peaceful purposes,

Have agreed as follows:

Article 1

1. The Parties shall conduct their cooperation activities for peaceful purposes in areas of science and technology, jointly agreed upon, on the basis of mutual and equitable contributions and advantages.

2. The Parties shall be encouraged to discuss and study important issues in the sphere of science and technology and aspects of scientific policy relating to the whole range of scientific and technological relations between the two countries, including cooperation in respect of large-scale projects and major initiatives in the area of research and development.

Article 2

1. The main areas of cooperation shall be discussed within the Joint Committee referred to in article 5.

2. The cooperation activities carried out in implementation of this Agreement may take the following forms:

¹ Came into force on 5 June 1991 by signature, in accordance with article 10 (1).

² See p. 279 of this volume.

- (a) Meetings of various types, such as meetings of experts, in order to discuss and exchange information on scientific and technological aspects of general or specific questions and to identify research and development projects and programmes which it would be useful to undertake on the basis of cooperation;
- (b) Exchanges of information on activities, policies, practices and laws and regulations concerning research and development;
- (c) Visits and exchanges of scientists, technical personnel or other experts on general or specific questions;
- (d) Implementation of the cooperation projects and programmes adopted;
- (e) Other forms of cooperation activities which may be agreed upon at a later stage.

Article 3

1. Arrangements for the implementation of cooperation activities carried out under this Agreement may be concluded between the Parties or by their competent agencies in order to determine the specific modalities of cooperation, in accordance with this Agreement.
2. With regard to cooperation activities carried out under this Agreement, the Parties or their agencies may, if required, authorize the participation of researchers and organizations belonging to all research sectors, in particular universities, national laboratories and the private sector.
3. The Joint Committee defined in article 5 shall be kept regularly informed of the conclusion and implementation of such arrangements.

Article 4

Each of the Parties shall endeavour to ensure that scientific and technical publications produced by researchers or organizations in its country in connection with major research and development programmes sponsored or financed by the State are made available to researchers or organizations from the other country, through centralized sources jointly agreed upon.

Article 5

1. With a view to the effective implementation of this Agreement, the Parties shall establish a Joint Committee, the functions of which shall be:
 - (a) To conduct exchanges of information and views on questions of scientific and technological policy;
 - (b) To review and discuss activities carried out in cooperation and the results achieved under this Agreement, and
 - (c) To prepare proposals for cooperation programmes and to submit these proposals to the Parties in connection with the implementation of this Agreement.
2. The Joint Committee shall meet alternately in France and Japan, on dates to be mutually agreed.
3. Ad hoc subcommittees may be established, as required, within the framework of the Joint Committee, in order to coordinate and promote cooperation activities in specific areas of cooperation.

4. High-level representatives of the two Parties shall meet on dates to be mutually agreed in order to:

Review the whole range of the scientific and technological relations between the two countries;

Discuss ways and means of strengthening those relations;

Discuss the general guidelines for the implementation of this Agreement.

5. The Parties shall establish a Joint Advisory Council which shall meet on dates to be mutually agreed. The functions of the Joint Advisory Council shall be to carry out a joint review of the whole range of scientific and technological relations between the two countries and to advise high-level officials of the two Parties on matters concerning those relations.

The Joint Advisory Council shall be composed of eminent persons from the scientific and technological communities of the two countries representing universities, industry and other sectors, to be designated by each Party.

6. During periods other than those during which the Joint Committee is meeting, contacts between the Parties on matters relating to the implementation of this Agreement shall be carried out through the diplomatic channel.

Article 6

1. Scientific and technological information resulting from cooperation activities carried out in implementation of this Agreement which does not give rise to title of ownership may be made available to the public by one or other of the Parties through the regular channels and in accordance with the normal procedures of the participating agencies.

2. The Parties shall ensure:

(a) Adequate and effective protection and equitable allocation of intellectual property rights and other rights giving rise to title of ownership, as provided in the Annex, which shall form an integral part of this Agreement (hereinafter referred to as "the Annex"), created in the context of cooperation activities carried out in implementation of this Agreement, and

(b) Adequate and effective protection of intellectual property rights and other rights giving rise to title of ownership as provided in the Annex, contributed during cooperation activities carried out in implementation of this Agreement,

in accordance with the laws and regulations of the respective countries and with the international agreements to which the French Republic and Japan are or shall become parties. The Parties shall consult each other for this purpose as necessary.

3. The details and procedures concerning the protection and allocation of intellectual property rights and other rights giving rise to title of ownership as provided in paragraph 2 above are set forth in the Annex. The Annex shall be applicable to all cooperation activities carried out in implementation of this Agreement, unless expressly agreed otherwise by the Parties to the cooperation activities concerned, in individual implementation arrangements or in any other manner. Implementation arrangements may also incorporate the provisions of the Annex.

Article 7

The implementation of this Agreement shall be subject to the availability of financing in each Party and to the laws and regulations in force in each country.

Article 8

Each Party shall accord all possible facilities to persons carrying out cooperation activities within the framework of this Agreement.

Article 9

1. This Agreement cancels and replaces the previous Agreement. The cooperation activities undertaken under the previous Agreement and the implementation arrangements concluded in accordance with that Agreement shall be carried out in conformity with this Agreement, unless otherwise agreed during discussions within the Joint Committee.

2. No provision of this Agreement may be interpreted as affecting other cooperation agreements between the Parties which were in existence on the date of signature of this Agreement or which may be concluded at a later date.

Article 10

1. This Agreement shall enter into force on the date of its signature. It shall remain in force for a period of five years and shall continue in force after that date unless it is denounced by one of the Parties at the end of the initial five-year period or at any later date, by giving at least six months' written notice to the other Party of its intention to terminate this Agreement.

2. The denunciation of this Agreement shall not affect the implementation of any project or programme undertaken in implementation of this Agreement which is not fully completed on the date of denunciation of this Agreement.

DONE at Paris, on 5 June 1991, in duplicate, in the French and Japanese languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:
[ROLAND DUMAS]

For the Government
of Japan:
[TARO NAKAYAMA]

ANNEX

PROTECTION AND ALLOCATION OF INTELLECTUAL PROPERTY RIGHTS AND OTHER RIGHTS
GIVING RISE TO TITLE OF OWNERSHIP1. *Confidential professional information*

A. For the purposes of this annex, the term “confidential professional information” means any know-how, technical datum or technical, commercial, or financial information which meets all the following criteria:

- (i) It is normally kept secret for commercial reasons;
- (ii) It is not generally known or accessible to the public from other sources;
- (iii) It has not previously been communicated by the owner to third parties without confidentiality requirement; and
- (iv) It is not already in the possession of the recipient without a confidentiality requirement.

B. Any confidential professional information shall be communicated or, when created during cooperation activities carried out in implementation of this Agreement, shall be transmitted only with the joint written agreement of the Parties to the cooperation activity concerned and shall be fully protected in accordance with the laws and regulations of their respective countries.

C. All confidential professional information shall be defined as such before being communicated during cooperation activities carried out in implementation of this Agreement or immediately at the time of its creation. Responsibility for defining such information shall lie with the Party which communicates it or maintains that it must be protected. Information not defined as such shall be assumed not to be information needing protection, except that one of the Parties may notify the other Party in writing, within a reasonable period of time after such information is communicated, that the information is confidential professional information under the laws and regulations of its country. Such information shall then be protected in accordance with paragraph B above.

2. *Ownership of intellectual property rights*

Between each Party and its nationals, ownership of intellectual property rights shall be determined in accordance with that Party's national laws, regulations and practices.

3. *Inventions*

A. For the purposes of this annex, the term “invention” means any invention made in the course of cooperation activities carried out in implementation of this Agreement which is or could be patented or protected in any other manner under the legislation of the French Republic, of Japan, or of any third country.

B. As far as an invention is concerned, the Parties to the cooperation activity concerned shall take the appropriate measures, in accordance with the national laws and regulations of the respective countries, in order to achieve the following objectives:

(i) If an invention results from a cooperation activity carried out in implementation of this Agreement involving only the transfer or exchange of information between the Parties, for example at joint meetings or seminars, or the exchange of reports or technical documents, unless there are provisions to the contrary in an applicable implementation arrangement:

(a) The Party whose personnel made the invention (hereinafter referred to as “the Party which made the invention”) or the personnel which made the invention (hereinafter referred to as “the inventor”) shall be entitled to obtain all rights and interests concerning the invention in all countries, and

(b) In any country in which the Party which made the invention or the inventor decides not to obtain such rights and interests, the other Party shall be entitled to do so.

(ii) If the invention is made by an inventor from one Party (“the assigning Party”) while he is on assignment in the other Party (“the host Party”) during cooperation programmes involving only a visit or an exchange of scientists and technical personnel, and:

(a) If the host Party is expected to make a major and substantial contribution to the cooperation programmes:

- i. The host Party shall be entitled to obtain all rights and interests concerning the invention in all countries, and
- ii. In all countries in which the host Party decides not to obtain such rights and interests, the assigning Party or the inventor shall be entitled to do so.

(b) If the condition referred to in subparagraph (a) is not met:

- i. The host Party shall be entitled to obtain all rights and interests concerning the invention in its country and in third countries,
- ii. The assigning Party or the inventor shall be entitled to obtain all rights and interests concerning the invention in its own country, and
- iii. In any country in which the host Party decides not to obtain such rights and interests, the assigning Party or the inventor shall be entitled to do so.

(iii) Special arrangements between the Parties concerning other forms of cooperation activity such as joint research projects with a defined agreed part shall provide for the allocation, by joint agreement and on an equitable basis, of rights to any inventions resulting from such activities.

(iv) The Party which made the invention shall divulge the invention to the other Party without delay and shall provide all necessary documentation or information to enable the other Party to obtain the rights which may be vested in it.

The Party which made the invention may request the other Party in writing to postpone the publication or dissemination to the public of such documentation or information in order to protect its rights or the rights of the inventor to the invention. Unless there is written agreement to the contrary, such restrictions shall not exceed a period of six months from the date on which such documentation or information is communicated.

4. *Copyright*

The allocation of rights to works protected by copyright created during cooperation activities carried out in implementation of this Agreement shall be determined in the implementation arrangement concerned. The Parties to the cooperation activities concerned shall take the appropriate measures to secure copyright to works created in the course of the cooperation activities carried out in implementation of this Agreement, in accordance with the national laws and regulations of the respective countries.

5. *Other forms of intellectual property*

For all other forms of intellectual property, including those relating to the topography of semi-conductor products created in the course of cooperation activities carried out in implementation of this Agreement which are protected under the laws of either country, the allocation of rights shall be determined, on an equitable basis, in accordance with the laws and regulations of the respective countries.

6. *Cooperation*

Each Party to the cooperation activity concerned shall take all necessary and appropriate measures, in accordance with the laws and regulations of its country, to ensure the cooperation of its authors and inventors for the purposes of the implementation of the provisions of this annex. Each Party to the cooperation activity concerned shall assume sole responsi-

bility for paying its personnel any recompense or compensation due to the latter in accordance with the laws and regulations of its country, with the proviso, however, that this annex shall not create a right to such recompense or compensation.
